

À la fin du premier trimestre 2025, la dette publique s'établit à 3 345,8 Md€

Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques (APU) - premier trimestre 2025

Informations Rapides · 26 juin 2025 · n° 163

Avertissement

Le calcul de la dette trimestrielle mobilisant des sources comptables moins complètes que celui des comptes annuels, son profil demeure révisable pendant plusieurs trimestres.

Pour une période donnée, la variation de la dette ne permet pas de déduire le déficit public, en raison notamment de l'existence d'actifs financiers et de passifs exclus du périmètre de la dette de Maastricht. En outre, le déficit public trimestriel publié par l'Insee est corrigé des variations saisonnières et de l'effet des jours ouvrables, ce qui n'est pas le cas de la dette trimestrielle.

La dette publique au sens de Maastricht est consolidée : les contributions à la dette publique, calculées pour les sous-secteurs des administrations publiques ou pour une entité en particulier, excluent les dettes vis-à-vis d'autres administrations publiques.

Les séries concernant les actions cotées détenues par les administrations publiques ont été révisées suite à des améliorations méthodologiques, portant notamment sur les actions détenues par l'État. Ces révisions ne modifient ni la dette publique au sens de Maastricht ni la dette publique nette.

Au premier trimestre 2025, la dette publique augmente de 40,5 Md€ et s'établit à 114,0 % du PIB

À la fin du premier trimestre 2025, la dette publique au sens de Maastricht s'établit à 3 345,8 Md€, soit une augmentation de 40,5 Md€, après +3,8 Md€ au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), elle s'établit à 114,0 %, après 113,2 % au quatrième trimestre 2024. Comme au trimestre précédent, l'augmentation de la dette publique s'accompagne d'une baisse de la trésorerie des administrations publiques (-11,4 Md€) et, dans une moindre mesure, des autres actifs, si bien que la dette nette augmente un peu plus que la dette brute (+52,6 Md€) et s'établit à 106,1 % du PIB.

La dette de l'État augmente tandis que celle des organismes divers d'administration centrale est stable

Au premier trimestre 2025, la contribution de l'État à la dette publique augmente de 36,7 Md€, après une baisse de 3,7 Md€ au trimestre précédent. L'encours de titres négociables de long terme de l'État augmente (+42,6 Md€). Les titres de court terme diminuent (-3,0 Md€), tout comme les dépôts (hors déposants des administrations publiques, -2,9 Md€). L'État diminue en parallèle sa trésorerie (-5,8 Md€) et sa détention de crédits de long terme (-0,6 Md€), si bien que sa dette nette augmente davantage que sa dette brute (+43,2 Md€).

La contribution des organismes divers d'administration centrale (Odac) à la dette diminue légèrement (-0,1 Md€ après +1,1 Md€ au trimestre précédent).

La dette des administrations de sécurité sociale augmente

La contribution des administrations de sécurité sociale (Asso) à la dette publique augmente (+3,3 Md€, après -5,5 Md€ au trimestre précédent), du fait de l'Urssaf Caisse nationale (+1,5 Md€), de l'Unedic (+1,5 Md€) et de la Cades (+0,7 Md€ après -8,1 Md€ au trimestre précédent), tandis que la dette de la Cnaf diminue (-0,7 Md€). Cette hausse de la dette des Asso recouvre essentiellement une hausse des titres négociables à court terme (+2,2 Md€) et à long terme (+1,4 Md€).

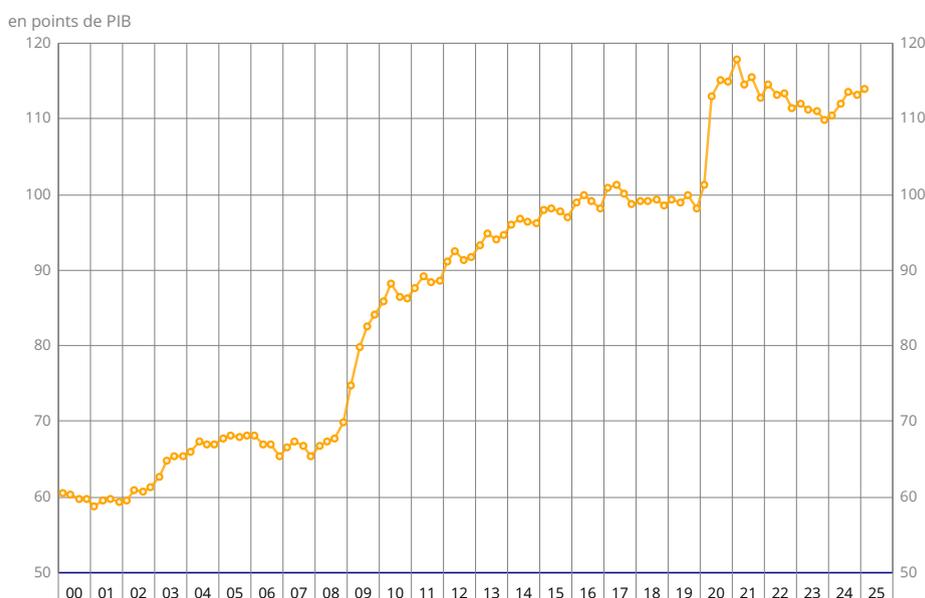
La hausse de la dette des Asso s'accompagne d'une baisse de leurs actifs de 5,6 Md€ au premier trimestre, notamment une baisse de leur trésorerie de 5,7 Md€, si bien que la dette nette des Asso augmente davantage que leur dette brute (+8,9 Md€). L'essentiel de la diminution de la trésorerie des Asso est portée par l'Urssaf Caisse Nationale (-7,1 Md€ après +14,1 Md€ sur l'ensemble de l'année 2024).

La dette des administrations publiques locales augmente

Au premier trimestre 2025, la dette publique des administrations publiques locales augmente de 0,6 Md€, après +11,9 Md€ au trimestre précédent. Elle recouvre une augmentation des obligations de long terme (+2,6 Md€) et des crédits de court terme (+0,9 Md€) atténuée par une diminution des crédits à long terme (-2,8 Md€).

Les régions s'endettent (+2,0 Md€), de même que les organismes divers d'administration locale (+0,8 Md€ dont +1,0 Md€ pour Île-de-France Mobilités). À l'inverse, la dette des communes diminue (-1,6 Md€), comme celle des départements (-0,6 Md€). La dette des syndicats de collectivités locales est stable.

Dette au sens de Maastricht des administrations publiques en points de PIB (*)



Source : Comptes nationaux - Insee, DGFIP, Banque de France.

La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument

en milliards d'euros

	2024T1	2024T2	2024T3	2024T4	2025T1
Ensemble des adm. publiques	3 160,8	3 229,7	3 301,4	3 305,3	3 345,8
en point de PIB (*)	110,4 %	112,1 %	113,6 %	113,2 %	114,0 %
<i>dont, par sous-secteur, consolidée (*) :</i>					
État	2 560,9	2 630,9	2 690,7	2 687,0	2 723,7
Organismes divers d'adm. centrale	73,3	68,5	68,7	69,8	69,7
Administrations publiques locales	248,9	248,6	250,0	261,9	262,5
Administrations de sécurité sociale	277,7	281,7	292,1	286,6	289,9
<i>dont, par instrument :</i>					
Dépôts	38,6	41,9	43,4	41,8	38,9
Titres négociables	2 819,8	2 890,2	2 958,7	2 954,1	2 999,7
<i>court terme</i>	223,4	243,3	255,4	258,4	257,5
<i>long terme</i>	2 596,4	2 646,8	2 703,3	2 695,7	2 742,2
Crédits	302,4	297,7	299,3	309,4	307,1
<i>court terme</i>	14,6	11,4	13,0	13,2	14,1
<i>long terme</i>	287,8	286,3	286,4	296,1	293,1

(*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »

Source : Comptes nationaux base 2020 - Insee, DGFIP, Banque de France

Au premier trimestre 2025, la dette publique nette augmente de 52,6 Md€

La dette nette des administrations publiques s'élève à 3 115,5 Md€ au premier trimestre 2025 et s'établit à 106,1 % du PIB, après 104,9 % au quatrième trimestre 2024. Elle augmente de 52,6 Md€, après +16,1 Md€ au trimestre précédent. L'écart de 12,1 Md€ avec la hausse de dette brute au premier trimestre s'explique principalement par la diminution de la trésorerie de l'État (-5,8 Md€) et des Asso (-5,7 Md€).

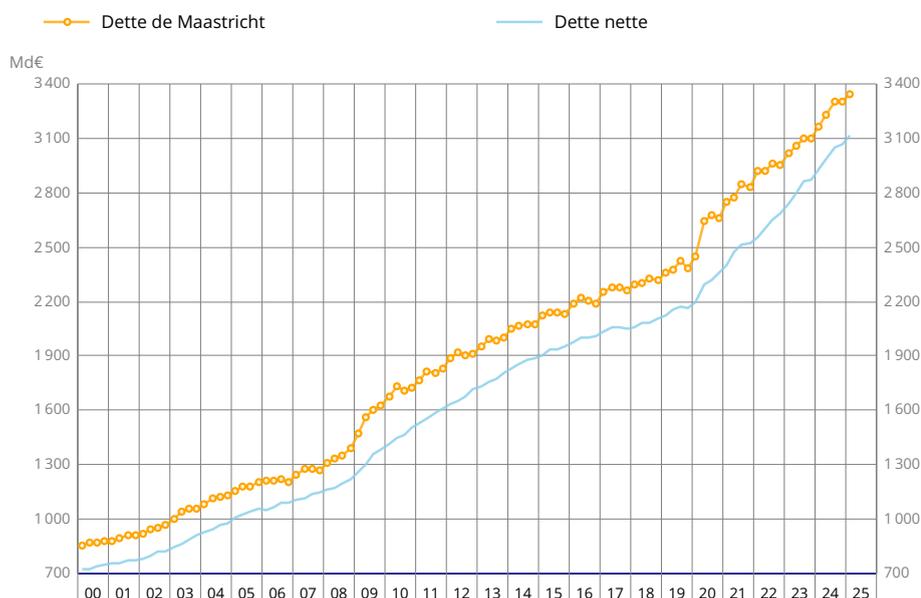
La dette nette des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur

(en milliards d'euros)

	2024T1	2024T2	2024T3	2024T4	2025T1
Ensemble des adm. publiques	2 924,7	2 982,8	3 046,8	3 062,9	3 115,5
dont :					
État	2 451,5	2 504,6	2 568,2	2 575,4	2 618,6
Organismes divers d'adm. centrale	36,8	35,1	35,0	35,4	35,3
Administrations publiques locales	235,8	235,4	236,6	248,5	248,9
Administrations de sécurité sociale	200,7	207,8	207,0	203,6	212,5

Source : Comptes nationaux base 2020 - Insee, DGFIP, Banque de France

Dette au sens de Maastricht et dette nette



Source : Comptes nationaux - Insee, DGFIP, Banque de France.

La valeur globale des détentions en actions cotées et en titres d'organismes de placement collectif augmente au premier trimestre 2025

Une appréciation plus complète de la situation financière des administrations publiques passe par l'analyse d'actifs qui n'entrent pas dans la définition de la dette nette. Ainsi, au premier trimestre 2025, la valeur totale des actions cotées et des titres d'organismes de placement collectif détenus par les administrations publiques augmente de 16,8 Md€ (après +5,5 Md€ au trimestre précédent) et s'établit à 290,8 Md€. Cette hausse est portée par l'État (+9,1 Md€), les Odac (+3,9 Md€) et les Asso (+3,8 Md€).

Les actions cotées et les OPC détenues par les administrations publiques

(en milliards d'euros)

	2024T1	2024T2	2024T3	2024T4	2025T1
Ensemble des adm. publiques	274,1	261,5	268,5	274,0	290,8
dont :					
État	59,2	52,1	54,1	55,3	64,3
Organismes divers d'adm. centrale	60,6	57,7	58,8	59,2	63,1
Administrations publiques locales	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Administrations de sécurité sociale	154,1	151,4	155,5	159,4	163,1

Source : Comptes nationaux base 2020 - Insee, DGFIP, Banque de France

Actions cotées et titres d'OPC détenus par les APU



Source : Comptes nationaux - Insee, DGFIP, Banque de France.

Pour en savoir plus

Au dernier trimestre d'une année, le produit intérieur brut (PIB) utilisé pour exprimer la dette en point de PIB est le PIB annuel en données brutes. Cette mesure n'a pas de strict équivalent en cours d'année ; elle est approximée par le cumul du PIB trimestriel en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) sur les quatre derniers trimestres connus.

La méthodologie est disponible dans l'onglet « Documentation » de la page de l'indicateur sur insee.fr.

Prochaine publication : le 25 septembre à 8h45.

Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr

Suivez-nous aussi sur X @InseeFr : x.com/InseeFr



Institut national de la statistique et des études économiques
88 avenue Verdier, 92541 Montrouge Cedex
Direction de la publication : Jean-Luc Tavernier
ISSN 0151-1475